

DES LÉGUMES ET DES HOMMES

Depuis 1996, des détenus viennent finir leur peine à la ferme de Moyembrie, à Coucy-le-Château-Auffrique, en Picardie. Ils vivent et travaillent dans le domaine pour reprendre pied et préparer leur sortie de prison au grand air.

TEXTE CÉCILE ANDRZEJEWSKI PHOTOS CHRISTIAN ADNIN

Sil voulait faire mentir les mauvaises langues, le soleil n'aurait pas pu s'y prendre autrement. Le thermomètre ne frôle certes pas encore les valeurs caniculaires, mais le ciel picard a une jolie couleur bleue. «C'est le temps parfait pour travailler dehors», affirme Joseph, casquette sur la tête. Le septuagénaire, short et tee-shirt rouges, en sait quelque chose. Il a passé la dernière année de ses trente ans de prison ici, à la ferme de Moyembrie. Depuis sa libération en avril dernier, il continue de venir s'occuper des poireaux, framboisiers et autres échalotes deux fois par semaine. Pour ça, il parcourt 25 kilomètres à vélo à l'aller et au retour. «Je le fais avec plaisir. Je ne vais pas me gonfler les chevilles, mais pour bêcher, vous n'en trouverez pas un comme moi», plaisante-t-il en s'attaquant aux oignons. Derrière lui s'étendent les champs de salades et de pommes de terre. Un peu plus haut sur la colline, des chèvres paissent tranquillement. «On est bien là: il y a le cadre, le respect, la confiance. Pour moi, la ferme, c'est ma famille. Je viens parce que, sinon, elle me manque. Elle m'a permis de me relever, de me remettre dans la vie», résume l'énergique retraité.

Reprendre pied à Moyembrie, c'est justement le projet de Jacques Pluinage quand il achète la ferme avec sa femme Geneviève en 1990. Ingénieur agronome à la retraite, il décide d'y accueillir les gens de passage, ceux qui n'ont rien. «Le principe était simple: vivre de ce qu'on produit, à la bonne franquette», rappelle Éric de Villeroché, membre du conseil d'administration. Un jour de 1996, Jacques, également visiteur de prison, reçoit une lettre d'un détenu qui n'a nulle part où aller à sa libération. Ni une ni deux, Geneviève propose de lui ouvrir les portes de la ferme. De plus en plus de détenus sortis de prison atterrissent à Moyembrie, tant et si bien que l'administration pénitentiaire finit par signer une convention avec les propriétaires de la ferme.

«Aujourd'hui, on accueille des gens toujours sous écrou, des longues peines souvent, qui préparent leur sortie ici. Ils réapprennent à vivre libres.» Ils restent entre six mois et deux ans, et le séjour moyen dure dix mois.

Un cochon à la ferme

La ferme a un agrément pour vingt détenus et en accepte également cinq anciens qui continuent d'y travailler. Comme Rambo, immense bonhomme au catogan noir et aux paluches grandes comme des pelles. Ce «vieux de la vieille», comme il se décrit lui-même, vêtu d'une tenue de camouflage militaire habite désormais un peu plus bas dans le village de Coucy-le-Château-Auffrique et fréquente le domaine depuis cinq ans. «Si j'ai décidé de rester, c'est parce que je me sens bien ici, tout simplement», sourit-il en touillant son café. À tel point qu'il a un jour ramené un cochon d'un séjour en Bretagne. «On en fera un méchoui cet été avec les gars, salive-t-il d'avance. Comme à Noël quand les chasseurs du coin nous ont filé du gibier.»

Seul établissement d'insertion en France où vivent et travaillent des personnes encore sous écrou, le domaine de 20 hectares reçoit chaque année entre quarante et cinquante détenus – qui n'ont pas le droit de quitter les lieux sans être accompagnés et sont encadrés par un veilleur de nuit une fois le soleil couché. Pull rouge sur les épaules, Éric de Villeroché précise, en montrant l'étendue de la ferme, encaissée dans une vallée et surplombée par un étang: «En moyenne, 10 % par an retour-

«Le travail est obligatoire, mais constitue surtout une bonne façon de reprendre confiance en soi, de se sentir utile.»





Maraîchage et élevage entre pâquerettes et pissenlits.

Les résidents fournissent chaque semaine cent trente paniers bio à des Amap locales ou parisiennes. Simon, stagiaire, (au centre) a choisi de faire son service civique à la ferme.

nent derrière les barreaux. En gros, cinq par an font des conneries. » Les autres ? Ils travaillent au maraîchage, à l'élevage des chèvres ou des poules, à la fromagerie ou à l'entretien du matériel et du bâtiment. De la graine à la livraison, les résidents fournissent ainsi chaque semaine cent trente paniers – entièrement bios – à des Amap (associations pour le maintien d'une agriculture paysanne) locales ou parisiennes.

Du bio et des Amap

Dans une des serres, Bruno confectionne justement les semis pour ses camarades des champs. « D'abord, on prépare la terre, on y met de l'eau, puis on passe le tout dans une machine qui fait des mottes, détaille-t-il avant de montrer tous ses plants : aubergines, courgettes, poivrons, panais, choux... Je m'occupe de ça depuis janvier, mais je suis un habitué : j'aidais mon père quand j'étais jeune, à l'époque c'était comme ça. » Il marque une pause et rigole : « Bon, en grande quantité comme

ça, je n'avais jamais fait ! » Voilà sept mois que ce grand gaillard au crâne légèrement dégarni et cheveux clairs vit à Moyembrie, entre pâquerettes et pissenlits. « Il me reste quatre mois et demi. Après, je ne sais pas. J'ai demandé à intégrer une communauté Emmaüs, au maraîchage, dans le Sud. » La ferme est en effet partenaire du mouvement créé par l'abbé Pierre. « Personne ne sort d'ici en étant à la rue, assure Éric de Villeroché. On trouve toujours une solution de logement. » En attendant le Sud, Bruno s'active à la préparation des tomates « que les gars vont aller livrer aux Amapiens » – comme sont baptisés les membres des Amap. Ils sont d'ailleurs attendus à la fin du mois pour passer la journée à Moyembrie avec leur famille afin de participer au maraîchage et, surtout, faire la fête avec les résidents.

« Le travail est obligatoire, explique Éric, mais constitue surtout une bonne façon de reprendre confiance en soi, de se sentir utile. » De gagner sa vie aussi : les détenus bénéficient tous d'un contrat aidé de vingt heures par semaine à mi-temps. →

→ Rémunérés 680€ par mois, ils reversent 280€ de leur salaire à la ferme pour le logement et la nourriture. Rien d'anodin là-dedans pour des hommes qui n'ont pas eu le contrôle de leur compte en banque pendant des années. «*Delphine, de La Poste, les connaît tous personnellement parce que c'est avec elle qu'ils vont ouvrir un compte*», sourit Michelle Dufour, la comptable. Certains sont même arrivés à Moyembrie sans avoir jamais utilisé l'euro. Alors il faut réapprendre le budget, les billets... Le grand air aussi.

Une tablée familiale

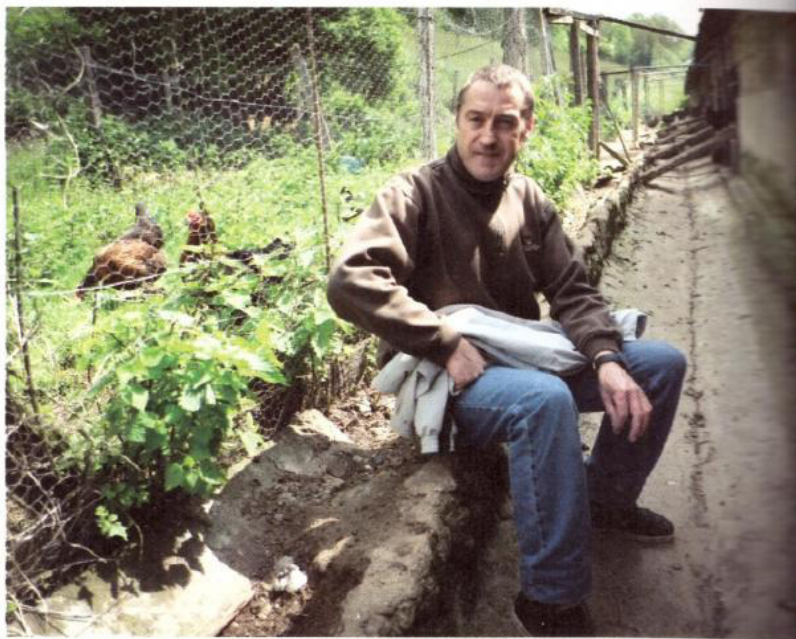
Juste à côté de la fromagerie, interdite d'entrée sans tenue réglementaire, deux cents poules caquettent dans leur poulailler. Depuis trois mois, c'est Jérôme qui s'en occupe. «*Je suis arrivé en octobre 2015, d'abord au maraîchage. En automne, il faisait froid, il pleuvait. Les gars du maraîchage, ils ont du courage*», souligne-t-il. Après des années passées enfermés entre cellules et promenade, reprendre l'habitude de marcher dans un espace aussi étendu ou de se baisser pour ramasser des légumes demande à ces hommes un effort difficilement imaginable. Veste polaire et sourire timide, Jérôme a désormais pour tâche de sortir les poules, les nourrir et ramasser leurs œufs. «*Avant, j'avais des poules, des lapins, des canards, des oies, donc je connais un peu*, raconte-t-il. Ici, ce n'est déjà plus la détention. On a la chance de se réinsérer dans la vie. La ferme est un tremplin pour tout le monde. Ce qui change par rapport à la prison? La liberté. Et le contact humain. On ne se retrouve plus tout seul dans sa cellule, on partage les repas.»

Car la vie en communauté constitue un des piliers du lieu. Si chacun des résidents a sa propre chambre, les repas sont pris en commun. Après leur matinée de travail, de 8 h à 12 h, ils se retrouvent autour d'une grande tablée, avec leurs encadrants. Assis sur de longs bancs, on se passe les plats, on sert de l'eau à son voisin, on débarrasse les restes d'un menu préparé par deux détenus. «*En prison, on est comme des chiens au chenil, on mange en cellule, c'est la gamelle*, souligne Philippe, qui a les prénoms de ses enfants tatoués sur le biceps. Prendre le repas à table, c'est plus convivial, on se sent revivre.» Ce midi, c'est justement l'occasion de discuter de la venue des architectes prévue le lendemain, autour des pommes de terre accompagnées de cuisses de poulet rôties. Les chambres vont bientôt être refaites pour que chaque résident puisse disposer de sa propre salle de bains. Ils ont regardé une première fois les plans prévus, avant de donner leur avis. En fonction duquel les professionnels ont revu leur copie.

La peur de la sortie

Au bas des escaliers qui mènent aux chambres se trouve le bureau de Michelle Dufour. Cette ancienne ambulancière a longtemps tenu un café et en a gardé l'habitude d'écouter «*ceux qui ont envie de*

Certains sont arrivés à Moyembrie sans avoir jamais utilisé l'euro. Alors il faut réapprendre le budget, les billets... et le grand air aussi.



POUR ALLER PLUS LOIN

À l'air libre, documentaire de Nicolas Ferran et Samuel Gautier
Contact : 03 23 52 73 29

parler». À Moyembrie, elle gère la comptabilité, mais aussi les coups de mou. «*Parfois, je suis en pleine saisie comptable et un gars débarque dans mon bureau, alors j'arrête tout et j'écoute. Ils viennent souvent se confier à moi ou Margaret*». Sa jeune collègue s'occupe notamment de la préparation pratique de la sortie: rouvrir un compte, refaire des papiers pour la Sécurité sociale, passer le permis de conduire... Mais même si à la ferme les détenus réapprennent à travailler et à faire leurs courses, le plus dur reste d'anticiper psychologiquement. «*L'idée de la sortie les rend euphoriques, mais ils se rendent compte que ce n'est pas si génial que ça, qu'ils devront se débrouiller par eux-mêmes. Ce moment reste compliqué parce qu'on les infantilise complètement pendant leur détention. Parfois, ils sont morts de trouille*». Voilà pourquoi Michelle, qui a commencé comme bénévole, considère la ferme comme une «*structure nécessaire, qui ne peut qu'aider les gens*», mais aussi comme «*un endroit magique où les gars recréent des liens*». Avec beaucoup de tendresse dans la voix, elle continue: «*C'est génial d'avoir construit cet endroit par humanité, par humanisme, et que le projet n'ait pas été galvaudé en route. Bien sûr, la ferme a connu des hauts et des bas, mais on fait de belles rencontres ici, il y a des gens qui valent la peine. Je voudrais que l'esprit de départ perdure, qu'on continue d'aider ceux qui ont eu un accident de parcours*». C'est pour ça →



Rambo, en conversation avec **Éric de Villeroché**. Après un séjour à la ferme, il est « resté » ; il fréquente toujours le domaine mais habite à présent dans un village en contrebas.

Page de gauche : **Jérôme**, après avoir été affecté au maraîchage, s'occupe à présent du poulailler.

Bruno confectionne les semis pour ses camarades des champs. À sa sortie, il a demandé à intégrer une communauté Emmaüs dans le Sud.



Joseph, libéré en avril dernier, continue de venir s'occuper des poireaux, framboisiers et autres échalotes deux fois par semaine à la ferme.

→ qu'elle prend pleinement part au recrutement des détenus.

Chacun d'entre eux se porte volontaire pour venir à Moyembrie. Certains entendent parler de la ferme par «Radio prison», d'autres connaissent d'anciens résidents ou obtiennent l'information par le SPIP (service pénitentiaire d'insertion et de probation). Marc, un des encadrants, va les rencontrer dans leur établissement, généralement situé en Nord-Pas-de-Calais-Picardie, pour discuter avec eux et juger si leur état d'esprit correspond à celui du lieu. Puis, le juge d'application des peines (JAP) les autorise à venir passer une journée dans le domaine. *«Ils voient la ferme, ils parlent avec les gars et rencontrent tous les salariés. Comme on fait une réunion tous les lundis, d'abord avec les salariés, puis avec les gars, on discute avec les encadrants de la possibilité d'accepter ou non le détenu et on en informe le JAP»*, expose Éric de Villeroché. *«On est plusieurs à les voir quand ils viennent visiter, ajoute Michelle Dufour. Moi, je m'intéresse aux parcours de vie. Il faut veiller à ce qu'ils ne jouent pas sur la corde sensible, mais ça fait aussi partie du jeu.»*

Elle partira bientôt à la retraite, mais promet de continuer à participer bénévolement à la vie de Moyembrie. *«L'ambiance ici peut être très légère un jour et très lourde le lendemain. Je ne sais pas à quoi ça tient, parfois on vit dans un état de grâce*

«L'idée de la sortie les rend euphoriques, mais ils se rendent compte qu'ils devront se débrouiller par eux-mêmes et, parfois, ils sont morts de trouille.»

et à d'autres moments on croule sous la lourdeur de leurs états d'âme.» Il faut croire que ça marche. Pour les anciens d'abord, dont une bonne partie continue de donner des nouvelles une fois dehors. Avec les voisins aussi. *«Comme on s'est implantés petit à petit, tout doucement, certains vivent à côté sans savoir qu'on existe. Mais on adhère à plein de choses dans le coin : les dîners-débats, la fête du printemps, le SEL [système d'échange local]. On est très intégrés»*. La preuve : quelques mois plus tôt, un film relatant le quotidien de la ferme a été projeté dans un village voisin. La salle était pleine.

Derrière la fenêtre du bureau de Michelle, David et Philippe s'activent. Leur journée de travail a beau être terminée, ils passent tout de même leur après-midi à bidouiller les tracteurs en réparation. Tous les deux font partie de l'équipe «bâtiment»



David a prévu de lancer son auto-entreprise après sa libération. Il fait partie de l'équipe «bâtiment» avec Philippe (à droite).

et se chargent aussi de la mécanique. Ça tombe bien, puisque David, originaire du Pas-de-Calais et affectueusement surnommé «petit homme» par Philippe, est mécanicien. Avec un charisme à en faire craquer plus d'une, il lâche tranquillement : *«Ils n'avaient jamais eu de vrai mécano ici, ils en ont profité.»* Arrivé le 6 janvier, il terminera sa peine le 30 juin et a déjà prévu de lancer son autoentreprise. *«Là, je sens que c'est bon, c'est la fin. Si je suis ici, c'est parce que la ferme nous aide à sortir de prison. Sans ça, je ne serais pas sorti. En prison, si on croise les bras, on ne s'en sort pas. Moyembrie est la seule structure comme ça en France, c'est dommage, faut connaître.»* Lui a entendu parler du domaine par d'autres détenus et maintenant, il conseille à tout le monde de finir sa peine ici. *«Dès que des gars m'appellent, je leur dis à chaque fois.»* S'il a mis un mois et demi à obtenir l'autorisation de l'administration pénitentiaire pour intégrer la ferme, Joseph, le septuagénaire expert en bêchage, a lui attendu quatre ans. *«Après tant d'années, je prétendais que j'allais mourir en prison. C'était ma dernière chance.»* Pour les convaincre, il a parlé «pognon aux juges et aux grosses têtes qui [le] suivaient en détention».

Un engagement militant

Pour un détenu à Moyembrie, l'administration pénitentiaire verse entre 27€ et 35€ chaque jour à la ferme, alors qu'il lui «coûte» habituellement une centaine d'euros par jour derrière les barreaux. C'est en partie grâce à ce financement que tient le domaine, qui compte aussi sur les recettes des Amap, les subventions du conseil départemental et les loyers payés par les résidents – dont les salaires sont pris en charge par l'État, contrats aidés obligent. *«Et là, je cherche des fondations pour compléter le financement»*, ajoute Éric de Villeroché. Si l'engagement du membre du conseil d'administration reste bénévole, celui des salariés pourrait être qualifié de militant. Tous touchent



Les repas sont pris en commun. Après leur matinée de travail, de 8 h à 12 h, les résidents se retrouvent autour d'une grande tablée, avec leurs encadrants.

un salaire net mensuel de 1 500 €. « Ils pourraient être ailleurs, bien mieux payés. C'est un vrai choix de vie », garantit Michelle Dufour. « L'action de la ferme de Moyembrie constitue l'œuvre collective de tous ceux qui travaillent ici », renchérit Éric.

Bientôt une petite sœur dans le Sud

Une œuvre collective qui aura bientôt sa « petite sœur », comme le dit Philippe. Sucette à la bouche et tee-shirt portant l'inscription « en liberté conditionnelle », il montre des photos d'eux dans l'Aude. De Coucy-le-Château-Auffrique à Lespinassière, près de Carcassonne, la ferme de Moyembrie se duplique. Après avoir passé deux ans en Picardie en tant que bénévole, Samuel Gautier, ancien de l'Observatoire international des prisons, a lancé un projet similaire dans le Sud de la France. Et ce sont des résidents de Moyembrie qui lui ont prêté main-forte. Avec l'autorisation de l'administration pénitentiaire, évidemment. « C'était chouette là-bas. On n'avait pas de télé, comme dans l'ancien temps, mais ça ne nous a pas manqué ! Tous les jours on était debout à 5 h du matin et on travaillait jusqu'à 22 h, on a voulu marquer le coup, ça nous tenait à cœur. » Pendant une semaine, Philippe, David, Rambo et les autres ont élagué, déboisé les alentours du domaine, construit les terrasses... La voix légèrement teintée d'un accent du Nord, il

continue dans un sourire : « Les gens du village sont venus nous voir, ils ne savaient pas qu'on était détenus, ils pensaient qu'on était d'Emmâïs. Ça change, les personnes nous parlent plus sincèrement. » Car beaucoup de pensionnaires de Moyembrie « ont l'impression que c'est écrit "prison" sur leur tête, eux-mêmes n'arrivent pas à se dépêtrer de cette étiquette », confie Michelle Dufour.

« Je ne sais pas si la justice se rend compte à quel point elle peut détruire quelqu'un. Moi j'ai tout perdu. Je comprends qu'il faille une punition, mais, je ne sais pas, pas comme ça, souffle ce détenu, les larmes aux yeux. Les trois premiers mois en prison marquent, mais après ça ne fonctionne plus. On n'est plus humain là-bas, l'ambiance c'est la loi de la jungle. » Philippe a passé 55 mois derrière les barreaux à Amiens. « Je suis sorti 7 mois et j'ai repris 27 mois. Parce que la prison nous met à l'épreuve mais ne nous aide pas à préparer la suite. Quand on sort, on est perdu. » C'est pour cette raison qu'il a choisi de finir sa peine à Moyembrie. « Ici, j'ai le temps d'être prêt. » À la fin de sa peine en juillet, il devrait obtenir un contrat de six mois à la ferme, puis partira pour Lespinassière. « C'est une bonne roue de secours pour moi. Je vais me sentir revivre, donner mon savoir, être utile à quelque chose de bien », conclut-il doucement, en regardant une photo du domaine du Sud. Sur le mur, il est inscrit : « Même les méchants ont droit à l'amour. » ■